

<https://laurentbloch.org/BlogLB/Tocqueville-explique-l-Egypte-et-la-France>



L'Ancien Régime et la Révolution

Tocqueville explique l'Égypte et la France

- Histoire, géographie, territoires -

Date de mise en ligne : samedi 30 août 2014

Copyright © Blog de Laurent Bloch - Tous droits réservés

Sommaire

- [L'Ancien Régime et la Révolution](#)
- [La société bloquée : c'était déjà ainsi](#)
- [Tout le poids du monde sur le dos des plus démunis](#)
- [Infantilisme politique](#)

Un ami égyptien de longue date passait à Paris cet été : j'en ai bien sûr profité pour l'interroger sur les événements survenus dans son pays et notamment sur les péripéties récentes. Entre autres explications, il m'a dit que deux livres lui semblaient de nature à éclairer la situation égyptienne : *L'Ancien Régime et la Révolution* d'Alexis de Tocqueville et *La Phénoménologie de l'Esprit* de Georg Wilhelm Friedrich Hegel, et il m'a vivement conseillé de m'y plonger incontinent.

L'Ancien Régime et la Révolution

Pour *La Phénoménologie de l'Esprit* cela attendra un peu [1], mais je me suis empressé de télécharger [L'Ancien Régime et la Révolution sur Wikisource](#). J'avais gardé de Tocqueville un lointain souvenir scolaire qui me suggère que *L'Ancien Régime et la Révolution* est mieux écrit que *La Démocratie en Amérique*, mieux construit et d'une lecture plus aisée. Je ne suis pas en mesure de me prononcer sur la pertinence de ce texte pour expliquer la politique égyptienne, mais en tout cas je puis vous garantir de son intérêt pour comprendre la politique française d'hier et d'aujourd'hui, et du fait vous conseiller de le lire. Il s'agit d'un vrai travail de recherche historique, pour lequel Tocqueville a fouillé les archives pendant une dizaine d'années : cahiers de doléances des trois ordres, correspondance des intendants et de leurs subdélégués, correspondance du Contrôleur général et du gouvernement, terriers, etc.

Quand j'observe ce qui se passe dans notre beau pays, je comprends mieux l'état d'esprit qui y régnait en juin 1940. La situation est très mauvaise, n'en déplaise à [Paul Krugman](#), qui, malgré son prix Nobel d'Économie, décrit l'économie française avec un optimisme controuvé : avec 60 milliards par an de déficit du commerce extérieur et 40 milliards pour la balance des paiements courants, nous courons quand même à la banqueroute, et si notre taux de chômage ferait rêver les Grecs et les Espagnols, il n'en est pas bon pour autant. On en vient à songer que le mieux serait peut-être que la France soit conquise par une puissance étrangère, par exemple la Suisse ou la Belgique, qui serait enfin capable de mettre en œuvre les réformes qui ont été décrites en détail par des dizaines d'articles très intelligents et dont tout le monde sait qu'elles sont indispensables, mais dont aucun homme politique français n'a le courage, précisément pour les raisons énoncées par Tocqueville à propos des dernières années de l'Ancien Régime.

La société bloquée : c'était déjà ainsi

Tocqueville, qui écrivait dans les années 1850, explique à ses contemporains que beaucoup des traits de la société, de l'État et de l'administration de leur époque (et qui subsistent aujourd'hui), dont ils attribuaient la paternité à la Révolution et à l'Empire, avaient été instaurés en fait par Richelieu et par d'autres gouvernements antérieurs à 1789.

Le premier de ces traits est la centralisation : certes, les Jacobins et Napoléon n'ont pas manqué d'y ajouter, mais

déjà au milieu du XVIII^e siècle l'œuvre de Richelieu avait été bien complétée par Colbert, Turgot et quelques autres, et le gouvernement central, relayé par les Intendants (précurseurs de nos préfets), avait son mot à dire sur tout. Le moindre village des Cévennes devait attendre l'autorisation de Paris ou de Versailles pour réparer un chemin à ses frais.

Le second trait est une administration dont le fonctionnement et les règlements s'alourdissent par accumulation : de nouveaux bureaux et de nouvelles règles sont créés, souvent avec de bonnes intentions et de bonnes idées, mais on ne supprime pas ce qui précédait.

Le troisième trait, à rapprocher plus particulièrement des attermoissements récents de notre gouvernement, est l'indécision et la pusillanimité : Louis XVI disposait en principe d'un pouvoir absolu, mais il reculait devant toute opposition un peu organisée. Ainsi en 1776, Turgot propose d'abolir les corporations, maîtrises et jurandes (l'équivalent à l'époque d'un hybride de la CGT et du MEDEF), mais dès que ces organisations protestent quelque peu, il recule et annule le décret trois semaines après sa promulgation. Les décrets de Turgot comportaient aussi l'abolition de la corvée royale.

En fait, tous les corps un tant soit peu constitués avaient la possibilité de résister au pouvoir royal, et il y avait profusion de corps constitués. La bourgeoisie urbaine, pour peu qu'elle ait réussi à s'enrichir, avait obtenu presque toutes les prérogatives réelles de l'aristocratie, laquelle n'en défendait que plus âprement ses prérogatives symboliques. Dans cet univers où personne ne possédait la moindre autonomie politique, une multitude de petites camarillas se regardaient les unes les autres avec envie et acrimonie.

Tout le poids du monde sur le dos des plus démunis

Du coup la charge des impôts et autres obligations retombait sur ceux que Tocqueville désigne comme « le peuple », c'est-à-dire les paysans les plus pauvres, métayers, fermiers ou très petits propriétaires, dépourvus de moyens de résistance. Une grande partie des paysans français étaient déjà à cette époque propriétaires de tout ou partie de leur exploitation (avec de grandes disparités régionales, cf. le livre de Paul Bois *Paysans de l'Ouest*), mais ils restaient écrasés de taxes et de droits divers et variés auxquels les citadins et de façon générale les groupes ou individus capables d'aller en justice échappaient. Le peuple n'avait donc comme issues que de payer, ou la jacquerie, vouée à être écrasée. La pression fiscale d'ensemble était le quart de ce que la Révolution instaurera, mais son arbitraire et son iniquité en faisaient une charge insupportable à ceux qui lui étaient soumis, et un privilège auquel ceux qui lui échappaient pouvaient difficilement renoncer.

L'équivalent actuel de ce peuple démuné : caissières de supermarchés, ouvriers du bâtiment (souvent sans papiers), employés saisonniers de l'hôtellerie et de la restauration. Par comparaison, les fonctionnaires dûment syndiqués et les salariés titulaires d'EDF, d'Orange ou de la Banque de France sont des privilégiés, même s'ils ne sont pas riches, et leur privilège aggrave la misère des premiers. Rappelons-nous l'affaire de la redevance audiovisuelle : tout le monde était d'accord pour la supprimer, mais cela ne s'est pas fait parce que l'on ne pouvait pas supprimer les 1 500 postes des fonctionnaires occupés à sa perception (chiffre de 2004). De telles gabegies sont autant de facteurs d'aggravation du vrai chômage pour protéger des catégories « à statut » comme les corporations d'ancien régime. Il en va de même de la semaine de 35h et de la RTT : les vrais démunis n'en sont que les victimes, mais dans la fonction publique administrative (ce n'est le cas ni des infirmières dans les hôpitaux ni des professeurs de collège) c'est du Courteline, avec 55 jours ouvrables de congés annuels.

À ce propos, tous mes vœux à Najat Vallaud-Belkacem pour son nouveau job : je suis loin d'avoir toujours été

d'accord avec elle, mais là elle va devoir se farcir les syndicats de l'Éducation Nationale (en sus des attaques immondes de la fraction raciste de la droite), ce qui mérite bien un peu de compassion et de solidarité.

Infantilisme politique

Le pouvoir royal, en concentrant toutes les décisions entre ses mains, avait anéanti toute tradition de participation politique dans le pays. Les Français étaient donc analphabètes dans ce domaine (contrairement aux Anglais et aux Américains), ce qui ne les empêchait pas de vaticiner sous l'emprise d'idéologies d'autant plus séduisantes que radicales et jamais expérimentées en pratique. Là aussi des rapprochements peuvent être faits avec la situation actuelle.

Sous le règne de Louis XVI on avait instauré une grande partie des réformes et des institutions que la Révolution allait mettre à son crédit, mais avec confusion et indécision. Ce qui resterait et serait accentué par les gouvernements suivants, de la Convention au Second Empire et à nos jours, ce serait la sujétion de l'ensemble de la société au gouvernement central, avec comme effet l'infantilisation politique de la population, habituée à tout attendre de l'État. Voyons par exemple les universités : c'est le Ministère rue de Grenelle qui décide ce que les étudiants de licence doivent entendre, heure par heure, dans chaque université de France et de Navarre, et leurs diplômes doivent être dûment contresignés et enregistrés par cette administration pléthorique et nuisible, bien que remplie de gens charmants et même souvent compétents. Du coup les syndicats étudiants manifestent pour « le droit au diplôme ». On croit rêver.

C'est le drame de l'administration française depuis des temps reculés : de nombreux fonctionnaires effectuent avec beaucoup de conscience professionnelle et de dévouement un travail qui est dans le meilleur des cas inutile, et bien souvent nuisible. Et les citoyens pensent que leur bien-être dépend de l'État, auquel il est légitime de s'adresser quand on n'en est pas satisfait. Le pire est que c'est, au moins en partie, vrai. Et comme le chef de cet État tente de nous convaincre qu'il n'y peut rien parce que la responsabilité en incombe à l'Union Européenne, personne en ce pays n'est responsable de rien et nous allons au gouffre.

[1] Il y a une petite quarantaine d'années j'avais essayé de lire *La Phénoménologie de l'Esprit* dans la traduction de Jean Hyppolite, j'avais tenu pendant une cinquantaine de pages, c'est-à-dire l'introduction, où j'avais eu la surprise de retrouver *toutes* les citations de Hegel sur lesquelles j'étais tombé ici ou là. Il paraît que les hégéliens allemands lisent Hegel dans le texte d'Hyppolite, plus digeste que l'original.